

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°24 de la semaine du 9 au 15 juin 2017

(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BARBADE

L'économie enregistre +2% de croissance au T1 2017. La croissance a été portée par le secteur touristique (+3%). Cependant des retards dans les projets d'investissement ont entravé une reprise économique plus robuste. L'augmentation du transport aérien provenant des marchés nord-américains a permis l'arrivées de 10 000 touristes de plus par rapport au T1 2016. En revanche, on constate des arrivées plus faibles du Royaume-Uni (-1,6% en g.a.) et de l'Allemagne (-16,7%).

Afin d'équilibrer le budget sont proposées des augmentations de taxes. Le déficit pour l'année budgétaire 2016/2017 (avril/mars) a atteint -8,2% du PIB, plus que les prévisions du gouvernement de -5,8-7,9%. Sans mesures budgétaires, pour 2017/2018, le déficit sera de 268,8 M USD soit -6% du PIB selon le ministre des Finances. Visant un léger excédent cette année, le gouvernement lance un ajustement budgétaire de 271 M USD avec, entre autres, une taxe de 2% sur les opérations de change, effective en juillet, (26 M USD), une hausse de l'impôt sur le carburant, et le prélèvement de responsabilité sociale sur les importations et la production sera porté de 2 à 10 % (93 M USD).

BOLIVIE

Les entreprises publiques ont investi 200 M USD de plus que les entreprises privées en 2016. Les entreprises publiques ont investi 1,6 Md USD, contre 1,4 Md USD pour les entreprises privées, selon le vice-ministre du Budget. Afin de stimuler l'investissement privé et soutenir la croissance économique du pays, le gouvernement et la Confédération d'entreprises privées de Bolivie ont créé le Conseil économique productif.

COLOMBIE

Des indicateurs mensuels décevants. La production industrielle diminué de -6,8% en avril, en g.a. (-1,5% sur les 4 premiers mois 2017), du fait notamment d'une diminution de l'activité de production de boissons (-13,4%, contre +16,6% l'an dernier à la même époque). Seul 7 secteurs d'activités industrielles, sur les 39 concernés, ont enregistré des variations positives. Par ailleurs, les ventes du commerce de détail affichent un repli de -2% en avril (et -1,6% sur les 4 mois de l'année), en raison principalement d'une réduction des ventes du secteur automobile (véhicules : -15,4% ; pièces détachées : -13,3%). Les secteurs ayant enregistré la plus forte croissance sont les aliments et les boissons non alcoolisées (+8,6%). Cette tendance générale négative en glissement annuel s'explique également par une période de faible activité pendant les congés de semaine Sainte du mois d'avril, alors qu'ils avaient eu lieu en mars l'année précédente.

EQUATEUR

Les recettes fiscales ont atteint 992 M USD en mai 2017, soit une hausse de +13,6% en g.a. La TVA (501,4 M USD) et l'impôt sur le revenu (258 M USD) ont augmenté respectivement de +15,7% et +2,6% en g.a.

Les dépenses courantes passeront de 14,5 Md USD en 2016 à 15,9 Md USD en 2017, selon le ministre des Finances, alors que les dépenses d'investissement baisseront de 10,5% (soit 1 Md USD).

HAÏTI

Un cadre de partenariat avec les bailleurs de fonds a été signé au titre de la réforme des finances publiques soutenue par l'Union européenne. Ce cadre de partenariat permettrait d'améliorer la gestion de l'aide budgétaire et de l'assistance technique, conformément aux principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide au développement et du Partenariat de Busan pour une coopération efficace.

PANAMA

Le Panama établit des relations diplomatiques avec la Chine et rompt ses liens avec Taïwan. Le principe de la « Chine unique » constituera à présent la base des relations diplomatiques entre le Panama et la République populaire de Chine. Le Panama représentait un partenaire économique important pour Taïwan (via les armateurs Evergreen et Yangming) et son plus ancien allié. Cette décision devrait favoriser les opportunités de commerce et les investissements, la RPC étant un partenaire stratégique : 1^{er} fournisseur de la Zone franche de Colon (2,894 Md USD en 2016), 2nd utilisateur du Canal (18,9% du trafic), 4^{ème} partenaire commercial, 6,7% des sièges des entreprises multinationales sont chinoises, *China Landbridge* a investi près de 1,1 Md USD pour la construction, commencée en juin, d'un port de conteneurs côté Caraïbes.

PEROU

Petroperu réalise avec succès une émission obligataire de 2 Md USD. L'entreprise publique a réalisé cette opération (1 Md USD à 15 ans avec rendement de 4,75% et 1 Md USD à 30 ans avec rendement de 5,625%) afin de financer une partie

des 5,4 Md USD d'investissement nécessaires à l'extension et modernisation de la raffinerie la plus importante du pays, située à Talara. L'émission a été réussie avec facilité puisqu'elle a été sursouscrite cinq fois (la demande de bons a atteint 10 Md USD) en raison de l'attractivité des taux d'intérêt, supérieurs aux taux obligataires péruviens pour ces échéances. Les bons émis ne bénéficient pas d'une véritable garantie souveraine mais l'État s'est porté garant à hauteur de 1 Md USD.

Les projets d'investissement pour la période 2017-2022 dépasseraient 100 Md USD. 332 projets sont envisagés pour cette période dont : 191 projets privés (90 Md USD), 76 des initiatives publiques-privées (15 Md USD) et 65 projets publics (3,7 Md USD). Les principaux secteurs des projets d'investissement privé sont le secteur minier (45 Md USD), le secteur des hydrocarbures (19,3 Md USD), le secteur électrique (8,2 Md USD) et le secteur des transports (8,7 Md USD).

La Deutsche Bank considère que le Pérou est l'économie émergente la moins vulnérable. Le Pérou est en 1^{er} position (3^{ème} l'année dernière) du classement élaboré par la banque allemande dans le cadre de son rapport EM Vulnerability Monitor : Growth and moderate inflation. Ce résultat s'explique par de solides indicateurs macroéconomiques qui réduisent la vulnérabilité du Pérou face à une possible inversion des flux des capitaux et du niveau de liquidité ainsi qu'à une augmentation significative de la dette externe.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Emission obligataire de 500 M USD, à 10 ans, assortie d'un taux d'intérêt de 5,1% (contre 5,95% et 6,875% lors des précédentes émissions obligataires en 2017 et 2016, respectivement). Le carnet d'ordres a atteint près de 2 Md USD. Cette émission obligataire témoigne de la confiance des investisseurs à l'égard de l'île. Elle servira à financer le projet de centrale à charbon de Punta Catalina (720 MW), attribué en 2013, pour un montant d'environ 2 Md USD, à Odebrecht, en association Maire Tecnimont (société italienne) et le constructeur local Estrella. En 2016, le Parlement avait autorisé l'État à s'endetter à hauteur de 600 M USD pour financer ce projet. Cette décision avait été prise en raison de l'impossibilité, compte tenu des enquêtes ouvertes au Brésil autour de l'opération Lava Jato, de bénéficier d'un prêt de l'ordre de 600 M USD que la République dominicaine avait souscrit début 2015 auprès de BNDES. Ce projet est également financé par un groupe de banques européennes (Banco Santander, Deutsche Bank, ING Bank, Société Générale et UniCredit), à hauteur de plus de 600 M USD. Cependant, en raison de l'enquête lancée sur ce projet, ces banques ont décidé de suspendre temporairement leurs décaissements. L'inauguration de la centrale est prévue en 2018.

Affaire Odebrecht. Le juge d'instruction spécial de la Cour Suprême de Justice a décidé de placer en détention provisoire une dizaine de personnalités mises en cause dans l'affaire Odebrecht, parmi lesquelles Angel Rondón (1 an), intermédiaire auquel l'entreprise brésilienne aurait versé 81,2 M USD entre 2004 et 2016 ; Víctor Díaz Rúa (9 mois), dirigeant entre 2004 et 2007 de l'Institut National d'Eau Potable et ministre des travaux publics et des communications entre 2007 et 2012 ainsi que Temístocles Montás (6 mois), ministre de l'économie entre 2007 et 2016, qui avait été nommé, le 16 août dernier, ministre de l'industrie et du commerce (son successeur n'a pas encore été désigné).

TRINITE ET TOBAGO

Royal Dutch Shell signe un accord pour acquérir les actifs de Chevron à Trinité et Tobago pour 250 M USD. La transaction comprend également la participation de 50% dans 3 champs de gaz naturel extracôtier dans la zone maritime de la côte est. Cet accord permettra à Shell de se positionner pour optimiser l'approvisionnement du marché domestique ; le groupe acquiert une position majeure à Trinité, sachant que le producteur gazier Atlantic a Shell pour actionnaire majoritaire après l'acquisition des participations de Repsol et de BG ces deux dernières années.

VENEZUELA

Un tribunal américain a statué en faveur de Crystallex contre Pdvs, permettant la saisie d'actifs vénézuéliens. La société minière canadienne essaie de recueillir une indemnité pour une expropriation datant de 2008. En mars 2017, un tribunal américain a confirmé la décision du tribunal d'arbitrage international, ordonnant au Venezuela de payer 1,4 Md USD à Crystallex en compensation de l'expropriation. En l'absence persistante de règlement, le tribunal a statué que les actifs détenus indirectement par le Venezuela pouvaient être saisis en lieu et place de paiement, comme le raffineur Citgo Holdings (filiale de Pdvs). Cette décision pourrait servir les réclamations des créanciers du Venezuela.

La Russie confirme un défaut d'environ 1 Md USD. Le défaut vénézuélien a été confirmé par le Comité d'audit de la Russie. Le Venezuela n'a pas versé le paiement de 950 M USD sur sa dette pour des achats antérieurs d'armes. Suite à cette information, l'obligation souveraine de 3 Md USD, à échéance 2022, s'est vendue à 57 centimes par dollar pour un rendement annualisé de 29,3%.

La base monétaire et les liquidités ont augmenté, fin mai 2017, respectivement de 428% et 265% en g.a. Cette importante expansion a été impulsée par les besoins de financement croissants des entreprises publiques (en g.a. +630,7 % en avril 2017 contre +606% en mars 2017). Toutefois, en termes réels, la liquidité a diminué de 51% en mai 2017. L'insuffisance des recettes fiscales et la dégradation de la situation financière des entreprises publiques ont contraint le gouvernement à recourir à la monétisation du déficit public. Les effets sur la spirale inflationniste et sur la dépréciation du bolivar vis-à-vis du dollar, devraient donc continuer à se faire sentir au cours des prochains mois.